racine AVOCATS

# Biographie

**Antoine HONTEBEYRIE**
ahontebeyrie@racine.eu
T. +33 (0)1 44 82 43 00
F. +33 (0)1 44 82 43 43

Barreau de Paris (2003)
Associé du cabinet Racine depuis 2008
Professeur agrégé des facultés de droit depuis 2007

## BANQUE - FINANCE - FUSIONS - ACQUISITIONS

Antoine Hontebeyrie, agrégé des facultés de droit et professeur à l'université de Paris-Saclay, est avocat associé du Cabinet Racine depuis 2008. Il enseigne le droit des contrats, le régime général des obligations, le droit des sûretés, le droit des assurances ainsi que le droit des sociétés.

Il a été membre du groupe de travail « Sûretés sur titres » constitué par le Ministère de la Justice dans le cadre de la réforme du droit des sûretés opérée en 2021.

Il est également professeur à l'école HEAD (Hautes Etudes Appliquées du Droit), où il assure des séminaires de droit des obligations et de droit des sûretés.

Auteur de nombreuses publications en droit privé, portant, notamment, sur les récentes réformes du droit civil des affaires (obligations, sûretés), il intervient au sein du Cabinet en matière de conseil et de contentieux.

## DOMAINES D'INTERVENTION

– Banque et finances
– Droit des sociétés

## PARCOURS

– Professeur agrégé à l'Université de Paris-Saclay / Evry Val d'Essonne (depuis 2011)
– Professeur agrégé à l'école des Hautes Etudes Appliquées du Droit (depuis 2014)
– Professeur agrégé à l'Université d'Angers (2007-2011)
– Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (2005-2007)

## FORMATION

– Agrégation des facultés de droit (2007)
– Doctorat en droit (« Le fondement de l'obligation solidaire en droit privé français », éd. Economica, 2004 préf. L. Aynès)

## PUBLICATIONS

### Thèse et ouvrages collectifs

– « Le fondement de l'obligation solidaire en droit privé français » (thèse), Economica, 2004, préf. L. Aynès

– Répertoire Dalloz de droit civil, v° « Prescription extinctive »

– Lamy droit des sûretés, étude « Solidarité passive »

### Articles

– La question de la rétroactivité et des restitutions *in* La caducité du contrat – Une alternative à la force majeure, à l'imprévision et aux autres mécanismes de fin anticipée du contrat, Rev. des contrats 2023/2, p.133

– La vente, vices, éviction et transmission des charges, *in* La réforme du droit des contrats spéciaux, Journ. spéc. des sociétés 2023, p. 7

– Les prêts, ordonnancement, définitions, obligations, rétention, *in* La réforme du droit des contrats spéciaux, Journ. spéc. des sociétés 2023, p. 23

– La fiducie, un instrument désormais efficace pour la garantie des investisseurs dans les SPACs, RDBF 2022, nov-déc. 2022, n°50

racine AVOCATS

# Biographie

– Sauver l'obligation in solidum, D. 2022, p. 1563

– Le nouveau cautionnement solidaire, Journ. spéc. des sociétés, janv. 2022, p. 6

– Les nouvelles règles relatives à la durée du cautionnement, Journ. spéc. des sociétés, janv. 2022, p. 11

– Les nouvelles règles relatives au nantissement de créance, Journ. spéc. des sociétés, janv. 2022, p. 24

– Le nouveau droit commun du gage dans la réforme des sûretés, JCP N 2021, 1331

– La dissolution de la personne morale créancière, débitrice principale ou caution *in* La réforme du droit des suretés sous l'angle des affaires, RLDA suppl. nov. 2021, p. 11

– Quelques observations sur la notion de sûreté, *in* Les transformations du droit, Mélanges en l'honneur du professeur François Colly, 2021, éd. La mémoire du droit, p. 229

– Une nouvelle étape dans la réforme des sûretés, Rev. Banque, avr. 2021, p. 64

– La consécration légale de la cession de somme d'argent à titre de garantie, (avec B. Evva), Rev. Banque 2021, p. 68

– Quelques suggestions pour la *version modernisée* de Légifrance, D. 2021, p. 358

– La commission, le prête-nom et les tiers (à propos de l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux diffusé par l'Association Henri Capitant), Rev. des contrats 2020, p. 209

– Le régime général des obligations et le rôle de la volonté dans l'acte juridique, Mélanges en l'honneur du professeur Laurent Aynès, LGDJ 2019, p. 297

– Le gage et le nantissement, *in* Quelle réforme pour le droit des sûretés ?, Dalloz 2019, p. 21

– Période précontractuelle, promesses et avant contrat (avec Hélène Hoepffner), *in* Contrats de droit privé et contrats administratifs, Dialogues de droit comparé interne, Lextenso, collection Grands Collloques, 2019

– La délégation *in* La transmission des obligations en droit français et en droit belge, Approches de droit comparé, Larcier 2019, dir. P. Jourdain et P. Wéry

– Banc d'essai pour la reprise de dette, *in* Opérations sur obligations : que choisir ?, Rev. Des contrats 2018, p. 314

– Les restitutions, *in* Les innovations de la réforme du droit des contrats, l'Institut universitaire Varenne, collection Colloques et essais 2017, universitaire Varenne, collection Colloques et essais 2017

– Brèves observations sur l'éventuel futur article 1304-4 du code civil, D. 2017, p. 2211

– Chronique de droit des contrats, Droit nouveau et droit ancien : tournant et dialogue (avec M. Julienne), Droit et patrimoine, oct. 2017, p.54

– Quelques observations sur la délimitation temporelle de la cession de contrat, Rev. des contrats 2017, p. 378

– 1171 contre L. 442-6, I, 2° : la prescription dans la balance, D. 2016, p. 2180

– Proposition de modification de l'article 1304-4 : la condition de la renonciation, Rev. des contrats 2017/1, p. 197

– Proposition de modification de l'article 1347-6 : la compensation, la caution et le codébiteur solidaire, Rev. des contrats 2017/1, p. 208

racine AVOCATS

# Biographie

– Quelques incidences de la réforme du droit des obligations sur le cautionnement, Journal des sociétés, septembre 2016, p. 40

– La garantie d'actif et de passif, *in* La garantie dans les montages, Actes pratiques et ingénierie sociétaire 2016, p. 148

– Quelques incidences de la réforme du droit des obligations en matière de responsabilité civile, Droit et patrimoine juin 2016, p. 54

– La compensation, *in* Le nouveau régime général des obligations, Dalloz 2016, dir. V. Forti et L. Andreu, p. 151

– Le gage sans dépossession et l'immeuble par destination *in* 2006-2016 : bilan de la réforme des sûretés, JCP N 2016, 1108

– Article 1167 : la contrepartie illusoire ou dérisoire, Rev. Des contrats 2015, p. 757

– L'admissibilité des modes de preuve : un dispositif clair et concis, dont l'organisation pourrait être améliorée, Droit et patrimoine sept. 2015, p. 49

– Propos introductifs, Antoine Hontebeyrie, p. 34 in Régime général des obligations : l'essentiel d'une réforme substantielle, Droit et patrimoine juill.-août 2015, p. 33

– Pluralité d'objets : consécrations et rénovation, Droit et patrimoine juill.-août 2015, p. 41

– Pluralité de sujets : altération et complications, Droit et patrimoine juill.-août 2015, p. 46

– Quelle solidarité passive dans le Code civil de demain ? D 2015, p. 89

– Les effets du contrat dans l'avant-projet de réforme, *in* La réforme du droit des contrats, Journal des sociétés, avril 2014, p. 33

– Régime général de l'obligation et droit des sûretés, RLDC 2014, p. 77 (publication colloque)

– Le profane et le régime général de l'obligation, *in* Le professionnel et le profane, Revue juridique de l'Ouest 2013, n° spécial (publication colloque)

– Perte ou vol d'une carte bancaire : quel régime probatoire ? Réflexion sur la nature juridique du dispositif prévu à l'article L. 132-3 du code monétaire et financier, D 2009, chr. p. 1492

– Les recours ouverts par la loi au cessionnaire déçu (avec D. Robine), *in* La transmission de l'entreprise par cession de droits sociaux, Joun. spéc. des sociétés, 2008, p. 42

– Un cas d'enrichissement dans la responsabilité civile délictuelle : à propos de la vétusté dans l'évaluation des dommages aux biens, D 2007, chr., p. 675

– Pour une réforme du Code civil, en matière d'obligation conjointe et d'obligation solidaire (avec L. Aynès), D 2006, chr., p. 328

– La responsabilité des cliniques du fait des médecins : à propos de deux solutions singulières, D 2004, chr., p. 8

racine AVOCATS

# Biographie

**Notes de jurisprudence**

– L'adage Contra non valentem… a-t-il survécu à la loi du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile ? note sous Com. 5 sept. 2013, D 2014, jur., p. 244

– La garantie des vices cachés barricadée : halte aux clauses limitatives de réparation, note sous Com., 19 mars 2013, 2013, jur., p. 1948

– La délégation de créance souscrite par une société anonyme nécessite-t-elle l'autorisation du conseil d'administration ?, note sous Com., 15 janvier 2013, D 2013, jur., p.118

– Un invité mystère dans la présomption de solidarité en matière commerciale ?, note sous Com. 5 juin 2012, D 2012, jur., p. 2580

– La résolution du contrat et la clause de résiliation anticipée (conjectures sur les dessous d'un arrêt), note sous Com., 3 mai 2012, JCP G 2012, II, p. 1501

– Du risque de double-paiement couru par le débiteur cédé en cas d'annulation de la cession de créance, note sous Com., 11 octobre 2011, D 2012, jur., p. 1107

– La clause pénale et la caducité du contrat, note sous Com., 22 mars 2011, D 2011, jur., p. 2179

– Sous la subrogation légale, l'unicité de cause de l'obligation plurale, note sous Civ.1ère, 25 novembre 2009, D 2010, jur., p. 802

**Observations**

– L'avenant au contrat principal est-il garanti par le cautionnement de celui-ci ? obs. sous Com., 24 juin 2014, Journ. spéc. sociétés 2014

– La prescription extinctive peut-elle menacer une créance assortie d'un terme ? A propos du crédit immobilier consenti par un professionnel à un consommateur, obs. sous Civ. 1ère, 10 juillet 2014, Journ. spéc. sociétés 2014

– La vente « à réméré » précédée d'un crédit consenti par le vendeur à l'acheteur peut-elle être requalifiée en pacte commissoire ? obs. sous Civ. 3ème, 21 mai 2014, Journ. spéc. sociétés, juin 2014, p. 60

– Responsabilité des dirigeants sociaux : la prescription triennale affaiblie par le ré-gime de l'action récursoire, obs. sous Com, 6 mai 2014, Journ. spéc. sociétés, juin 2014, p. 59

– Le prix d'une cession de droits sociaux résultant d'une promesse unilatéralement consentie ne peut être remis en cause sur le fondement de l'article 1843-4 du Code civil, obs. sous Com, 11 mars 2014, Journ. spéc. sociétés, mai 2014, p. 51

– Garantie des vices cachés : le vendeur n'a (toujours pas) droit à une indemnité pour l'utilisation ou l'usure de la chose vendue, obs. sous Civ. 1ère, 19 fév. 2014, Journ. spéc. sociétés, avril 2014, p.65

– Les pourparlers transactionnels n'interrompent pas la prescription, obs. sous Civ., 1ère, 5 fév. 2014, Journ. spéc. sociétés, avril 2014, p.66

– Coup d'œil sur le volet « contrat » du dernier « Avant-projet de réforme du droit des obligations », Journ. spéc. sociétés, mars 2014, p.56

– Nullité du cautionnement dont la mention manuscrite est apposée après la signature de la caution, obs. sous Com., 17 sept. 2013, Journ. spéc. sociétés, janvier 2014, p.56

racine AVOCATS

# Biographie

– Le délai de « mise en jeu » du cautionnement, obs. sous Com., 15 oct. 2013, Journ. spéc. sociétés, janvier 2014, p.57

– Le rédacteur d'une cession de droits sociaux doit informer le cédant de la persistance de son cautionnement, obs. sous Com., 4 décembre 2012, Journ. spéc. sociétés, mai 2013, p.64

– L'engagement de se substituer dans un cautionnement, souscrit par une société anonyme, nécessite l'autorisation du conseil d'administration, obs. sous Com., 15 janvier 2013, Journ. spéc. sociétés, mai 2013, p.65

– Le rédacteur d'une cession de droits sociaux doit informer le cédant de la persistance de son cautionnement, obs. sous Com., 4 décembre 2012, Journ. spéc. sociétés, avril 2013

– La transmission d'une créance issue d'une garantie de passif, obs. sous Com., 9 octobre 2012, Journ. spéc. sociétés, février 2013, p.66

– Un concurrent pour le cautionnement, ou un cautionnement concurrent : l'aval, obs. sous Com., 30 octobre 2012, Journ. spéc. sociétés, février 2013, p. 65

– Cotraitance : les entrepreneurs qui ne se sont pas suffisamment individualisés dans le contrat répondent solidairement les uns des autres, obs. sous Civ. 3ème, 11 juillet 2012, Journ. spéc. sociétés, novembre 2012, p. 40

– Le consentement unanime des associés de la société caution : une sécurité toute relative, obs. sous Civ. 3ème, 12 septembre 2012, Journ. spéc. sociétés, novembre 2012, p. 42

– Garantie des vices cachés : précision et interrogations sur l'action en réparation du préjudice, obs. sous Com., 19 juin 2012, Journ. spéc. sociétés, septembre 2012, p. 62

– L'inadéquation d'un matériel à l'activité professionnelle du contractant est-elle une cause de nullité du contrat ? , obs. sous Com., 11 avril 2012, Journ. spéc. sociétés, juillet 2012, p. 76

– La garantie solidaire pesant sur le cédant d'une créance professionnelle peut être purgée de sa subsidiarité, obs. sous Com., 5 juin 2012, Journ. spéc. sociétés, juillet 2012, p. 77

– Rupture d'un contrat pluripartite avec dommages-intérêts : qui a qualité pour agir ?, obs. sous Civ. 1ère, 22 mars 2012, Journ. spéc. sociétés, mai 2012, p. 52

– Le porte-fort de ratification est tenu d'une obligation de résultat, obs. sous Soc., 3 mai 2012, Journ. spéc. sociétés, mai 2012, p. 53

– La relative fragilité de l'ordre de paiement à échéances successives, obs. sous Com., 27 mars 2012, Journ. spéc. sociétés, avril 2012, p. 54

– Garantie du vendeur : vice émergent n'est pas vice apparent, obs. sous Civ. 3ème, 14 mars 2012, Journ. spéc. sociétés, avril 2012, p. 55

– Les ingrédients d'une bonne reconnaissance de dette, obs. sous Civ 1ère, 12 janvier 2012, Journ. spéc. sociétés, février 2012, p. 49

– La durée de l'hypothèque consentie en garantie de la dette d'autrui, obs. sous Civ. 1ère, 12 janvier 2012, Journ. spéc. sociétés, février 2012, p. 50

– Une erreur sur la rentabilité peut entraîner la nullité d'un contrat de franchise ?, obs. sous Com., 4 octobre 2011, Journ. spéc. sociétés, janvier 2012, p. 54

– La caution qui plaide doit prendre garde à concentrer ses moyens, voire ses demandes, obs. sous Com., 25 octobre 2011, Journ. spéc. sociétés, janvier 2012, p. 55

racine AVOCATS

# Biographie

– La clause de renonciation à la résolution judiciaire du contrat est valable, obs. sous Civ. 3ème, 3 novembre 2011, Journ. spéc. sociétés, décembre 2011, p. 55

– Des risques afférents à la délivrance des quittances, obs. sous Civ 1ère, 4 novembre 2011, Journ. spéc. sociétés, décembre 2011, p. 56

– Rupture brutale d'une relation commerciale établie : les tiers aussi peuvent agir !, obs. sous Com., 6 septembre 2011, Journ. spéc. sociétés, novembre 2011, p. 56

– Garantie à première demande : attention à la prescription de la contre-garantie, obs. sous Com., 13 septembre 2011, Journ. spéc. sociétés, novembre 2011, p. 57

– Des précautions à observer en cas d'action en responsabilité fondée sur un dol, obs. sous Com., 7 juin 2011, Journ. spéc. sociétés, octobre 2011, p. 54

– La déchéance du terme résultant de la liquidation judiciaire d'un codébiteur solidaire n'opère qu'à l'égard de ce dernier, obs. sous Com., 15 juin 2011, Journ. spéc. sociétés, octobre 2011, p. 55

**Colloques :**

– La force majeure, octobre 2023, Cour de cassation

– La rétroactivité et les restitutions, *in* La caducité du contrat, matinée organisée par la Revue des contrats, 23 novembre 2022 (pub.)

– L'incertitude liée au renforcement des pouvoirs du juge par le recours aux notions creuses et aux standards, *in* Le rôle de régulateur social du droit privé, Colloque Master 2 Droit privé général université de Paris 1, 15 avril 2022

– La dématérialisation des sûretés, *in* La dématérialisation, Colloque Master 2 Droit des contrats d'affaires et du crédit, université Paris-Saclay, 8 avril 2022

– La réforme du droit des sûretés et le juriste d'affaires, *in* La réforme du droit des sûretés et son incidence sur les professions du droit, université Clermont-Auvergne, 11 mars 2022

– Le gage et le nantissement, *in* Quelle réforme pour le droit des sûretés ?, Université Clermont-Auvergne, 8 novembre 2018 (pub.)

– Période précontractuelle, promesses et avant contrats (avec Hélène Hoepffner), *in* Contrats de droit privé et contrats administratifs, Dialogues de droit comparé interne, CNAM et université de Paris-Saclay, 14 & 15 juin 2018 (pub.)

– La délégation, rapport français, *in* La transmission des obligations, séminaire conjoint UCL université de Paris 1, mai 2017 (pub.)

– Les restitutions, *in* Les innovations de la réforme du droit des contrats, université d'Evry Val d'Essonne, juin 2016 (pub.)

– La compensation, *in* Le nouveau régime général des obligations, université de Poitiers, 27 mai 2016 (pub.)

– Régime général de l'obligation et droit des sûretés, *in* Le régime général des obligations, ciment du droit privé, université d'Angers, 7 novembre 2013 (pub.)

– Le profane et le régime général de l'obligation, *in* Le professionnel et le profane, université d'Angers, décembre 2011 (pub.)

racine AVOCATS

# Biographie

**Jurys de soutenance de thèses :**

– 2016 : Y. Marjault, Les obligations disjonctives : étude des obligations alternatives et facultatives (Université du Maine, dir. F. Gréau et R. Marty)

– 2014 : Y. Blandin, Le gage sur biens circulants (Paris 2, dir. A. Ghozi)

– 2013 : M. Maroudis, Le contrat à distance : notion et régime, étude comparative (Grenoble, dir. S. Bros)

– 2011 : M. Julienne, Le nantissement de créance (Paris I, dir. L. Aynès)

– 2011 : O. Saedi, Le retard dans l'exécution des obligations contractuelles, Etude comparée du droit civil français et iranien (Paris I, dir. L. Aynès)

– 2010 : N. Claude, La variabilité du droit du travail (Angers, dir. B. Gauriau)

– 2010 : J.-D. Pellier, Essai d'une théorie des sûretés personnelles à la lumière de la notion d'obligation, Contribution à l'étude du concept de co-obligation (Aix-Marseille,dir. A. Leborgne et C. Atias)

– 2009 : E. Flusin, L'appréhension d'un bien immobilier par l'intermédiaire d'une société (Paris I, dir. J. Honorat)

– 2008 : H. Chamroeun, Les conflits fonciers au Cambodge, Contribution à la connaissance du droit de propriété cambodgien (Paris I, dir. R. Libchaber)